

## Le plan du gouvernement Ford visant à privatiser davantage les services hospitaliers

Le 16 janvier 2023, le gouvernement Ford a dévoilé son plan sur la façon dont il compte régler la crise dans le secteur des soins de santé.

Le premier ministre Ford et la ministre de la Santé Sylvia Jones ont annoncé que leur plan pour faire face à l'arriéré inacceptable des procédures chirurgicales et diagnostiques était de les transférer des hôpitaux publics vers des cliniques chirurgicales et diagnostiques privées à but lucratif en commençant par la chirurgie de la cataracte, puis en s'étendant aux IRM et aux tomodensitogrammes et enfin aux arthroplasties de la hanche et du genou. Le premier ministre provincial a déclaré qu'il s'agissait d'un **changement permanent** qui se poursuivrait même après la résorption de l'arriéré des cas chirurgicaux.

Ni le premier ministre Ford ni la ministre de la Santé Jones n'ont voulu commenter la « **vente incitative** » de services qui consiste à offrir aux patients de meilleurs produits que ceux couverts par la RAMO.

Le SEPBO-Ontario et ses membres demandent au gouvernement Ford de cesser et de renoncer à privatiser davantage les services vitaux fournis par le système hospitalier public. Si ce plan est mis en œuvre, un plus grand nombre de professionnel(le)s de la santé et de paramédics quitteront le système public de soins de santé et iront travailler dans des cliniques privées qui ne seront pas touchées par le **Projet de loi 124**, qui plafonne les salaires de tous(toutes) les travailleurs et travailleuses du secteur public à un pour cent (1 %) du salaire total pour une période de trois (3) ans. Malgré la récente déclaration du premier ministre Ford selon laquelle le **Projet de loi 124** est caduc, ce qui est incorrect et trompeur car plusieurs travailleurs et travailleuses du domaine des soins de santé et du secteur public sont toujours touché(e)s par le **Projet de loi 124**, qui dans certains cas se prolongera jusqu'en 2024 et 2025.

Les Ontarien(ne)s devraient être réellement préoccupée(e)s par le plan du gouvernement Ford visant à privatiser davantage les services publics de soins de santé, ce qui mènera à un système en Ontario basé sur la capacité de payer plutôt que sur les besoins de la personne, comme le stipule la **Loi canadienne sur la santé**.

Le SEPBO-Ontario invite ses membres et tous(toutes) les Ontarien(ne)s à communiquer personnellement et par courriel avec le bureau du premier ministre Ford et le bureau de leur député(e) provincial(e) pour exprimer leur opposition au plan proposé par le gouvernement Ford visant à privatiser davantage le système hospitalier public.